

Sarkozy presse l'Outre-mer de se prendre en mains économiquement

Le 19/1/2010



REUTERS

Yann Le Guernigou

Nicolas Sarkozy a assuré mardi les 2,5 millions de Français d'Outre-mer de sa volonté de mettre en oeuvre les décisions prises à l'issue des états généraux de 2009 tout en les pressant de prendre leur destin économique en mains. Lire la suite l'article

Discussion: Élections européennes

Le chef de l'Etat a en outre une nouvelle fois défendu la nécessité d'une grande souplesse en matière d'organisation institutionnelle de leurs 12 territoires, permettant des degrés d'autonomie plus ou moins forts adaptés aux réalités locales.

"Nous sommes dotés d'une Constitution qui nous permet beaucoup de souplesse. Je compte bien en faire usage, dans le respect de la volonté exprimée par les populations concernées et avec une ligne rouge dont je n'accepterai jamais qu'elle soit franchie, c'est celle de l'indépendance", a-t-il dit.

"L'Outre-mer est français et restera français", a-t-il ajouté, en soulignant que ces territoires étaient "indissociables" de l'identité de la France.

Au passage, il s'est félicité que Martiniquais et Guyanais, en rejetant par référendum une plus grande autonomie le 10 janvier, aient adressé un "message d'attachement au lien étroit qui les unit" à la métropole.

Nicolas Sarkozy avait choisi La Réunion, la plus peuplée des collectivités françaises d'Outre-mer avec ses 800.000 habitants, pour présenter les premiers voeux présidentiels décentralisés, aux ultra-marins.

S'exprimant devant quelque 5.000 personnes au Parc des expositions de Saint-Denis, la préfecture de l'île, il a annoncé son intention de recommencer l'exercice chaque année.

Il est revenu sur les états généraux de l'Outre-mer, réunis après la crise sociale qui a ébranlé plusieurs collectivités début 2009, pour assurer qu'il veillerait "scrupuleusement" à la mise en oeuvre des mesures décidées.

"Je serai exigeant, intransigeant sur le respect de la parole donnée parce que je sais que vous avez trop souffert de promesses sans lendemain et de magnifiques discours incantatoires. Cette époque doit être révolue", a-t-il dit.

NOUVEAU MODÈLE

Il s'est notamment engagé à lutter contre la vie chère, une des revendications des manifestants de 2009, parce qu'"on ne peut pas l'accepter quand c'est le résultat de monopoles ou de blocages".

Le président de la République a défendu aussi le rôle parfois décrié des élus et leur sens de la responsabilité lors des événements de l'an passé, disant qu'il était prêt à parler avec tous "mais jamais avec ceux qui portent la violence".

Sans évoquer nommément le collectif LKP et son dirigeant Elie Domota, chef de file de la grève qui avait paralysé la Guadeloupe pendant 45 jours, il a loué "la maîtrise, le recul et le sang-froid" de la population des Antilles, "qui n'a pas voulu répondre à certaines provocations".

Pour Nicolas Sarkozy, l'Etat français a été aux côtés de l'Outre-mer "chaque fois que cela a été nécessaire". Pour autant, il a souligné la distinction entre solidarité et "assistanat" en réclamant une rupture "avec les habitudes du passé, où l'Etat était le responsable commode de tous les maux de la société".

"Aucun régime d'aide publique, aucune politique d'incitation n'a jamais, à elle seule, créé le développement et le bien-être", a-t-il indiqué.

Dans un département où 26% de la population est au chômage et où une famille sur deux vit sous le seuil de pauvreté, (calculé sur des normes européennes), il a déclaré que seul le travail, les initiatives, l'activité des entreprises pouvaient créer de la croissance et des emplois productifs et durables.

"Je n'accepte pas qu'on oppose le développement économique et l'ambition sociale. Qu'en sera-t-il de l'ambition sociale s'il n'y a pas de développement économique endogène ?", avait-il déclaré mardi matin lors de la visite d'une ferme photovoltaïque dans le sud de l'île.

Ce développement économique passe également, selon lui, par une plus grande ouverture des collectivités d'Outre-mer à leurs voisins. "Il s'agit

rien moins que d'inventer un nouveau modèle de développement moins artificiellement dépendant de la métropole", a-t-il conclu.

Édité par Gilles Trequesser